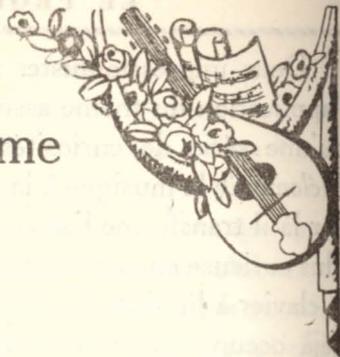


Internationalisme

et

Musique



Depuis que la Société Internationale pour la musique contemporaine (S. I. M. C.) s'est fondée à Salzbourg (août 1922), on m'a souvent demandé si elle formait une dépendance de la Société des Nations, ayant pour objet de réaliser une unité internationale, une fraternité humaine et autres belles choses dont parlent les orateurs aux banquets officiels. La Société Internationale n'a été fondée que dans l'intérêt de la musique, et de la musique contemporaine. Elle n'a rien à voir avec la politique ni avec la doctrine sociale de « l'internationalisme ». Du reste l'art n'a rien à voir avec la politique. Pendant la guerre, et sous certaines conditions, l'art a pu être employé à des fins de propagande politique. Mais la propagande politique n'est pas la fonction de l'art. Si un Anglais dit qu'il aime la musique anglaise « parce qu'elle est anglaise », il n'y a pas là trace de jugement esthétique : il aime cette musique non pour sa valeur d'art, mais pour les associations sentimentales qu'elle provoque. C'est la raison pourquoi la plupart des gens détestent la musique contemporaine : parce qu'elle exige un effort intellectuel pour être comprise. De chacune des sections de notre société, je reçois des lettres qui me disent combien il est difficile d'éveiller l'intérêt du public pour la musique moderne, que ces lettres émanant d'un pays qui passe, comme l'Italie, pour être musicien ou, comme l'Angleterre, pour ne l'être pas... La musique moderne proclame le droit de l'artiste à être lui-même et rien que lui-même ; si le droit est reconnu par ceux qui aiment vraiment la musique, c'est à l'auteur de la *Neuvième symphonie* que l'on doit la « déclaration d'indépendance de l'artiste ». Or cette neuvième symphonie, n'est-elle pas justement celle qui provoque, en des millions d'êtres, un commun enthousiasme ?

En fondant la Société Internationale, nous avons voulu soutenir les compositeurs qui sont jeunes et possèdent une individualité. Si nous avons divisé la société en sections nationales, c'est une question de pure commodité pratique. En fait il est difficile d'assigner à tel compositeur une nationalité définie. Beaucoup de compositeurs, parmi les plus originaux d'aujourd'hui, vivent dans des pays qui ne sont pas les leurs ; ils ont perdu contact avec leur pays d'origine et ont peu de points communs avec le pays où ils ont élu domicile. L'aventure n'est pas nouvelle, et l'histoire de la musique offre de nombreux cas de compositeurs auxquels il est impossible d'assigner une patrie définitive. Orlando Lassus, Cipriano de Rore, Adrian Willaert, William Brade, Lulli, Haendel, Domenico Scarlatti, Gluck, Clementi, Field, Chopin, Liszt, Offenbach. J'admets d'ailleurs qu'au jour d'aujourd'hui, surtout dans les contrées les moins cultivées du globe, il est difficile d'amener le public à envisager « mondialement » la musique. Un musicien m'écrivait récemment que ses compatriotes ne pouvaient comprendre l'idée d'un festival international, sous prétexte de « prestige national » : et il s'agissait d'un État qui n'existait pas encore avant le traité de Versailles !

La Conférence de Londres a désigné un jury de 7 musiciens, de 7 pays différents, pour choisir la musique qui sera jouée à Salzbourg. Sur ces 7 musiciens, 4 seulement ont assisté à la réunion de Zurich, mais ils s'équilibraient parfaitement : MM. Ansermet (Suisse), Caplet (France), Scherchen (Allemagne) et Wellesz (Autriche). Ils ont travaillé en parfaite harmonie et les programmes qu'ils ont établis sont le résultat de décisions prises à l'unanimité. Il va sans dire que certains pays ne sont pas satisfaits. « Je ne pense pas que votre choix représente la musique anglaise », me dit un musicien anglais. Mais l'objet de notre Société n'est pas de « représenter la musique anglaise ». Nous avons choisi de la musique qui représente *la musique moderne mondiale*, et ce compositeur peut être heureux de voir que trois Anglais ont été choisis *non pas pour représenter leur propre pays, mais pour représenter la musique moderne en général.*

Modernité, « tendances d'avant-garde » n'excluent nullement d'ailleurs un nationalisme d'une certaine sorte. On remarque que, dans les pays

qui jouissent d'une tradition d'activité musicale longue et continue, la musique nouvelle et originale rompt avec les traditions, parce que celles-ci ne sont plus qu'une suite de lieux communs. Mais dans d'autres pays qui s'efforcent d'organiser une vie musicale commune, il arrive que la musique d'un type national défini soit la plus foncièrement originale : témoins Bela Bartok et Manuel de Falla qui sont reconnus, dans le monde entier, comme deux des plus originaux parmi les compositeurs contemporains.

Bela Bartok et Manuel de Falla appartiennent tous deux à des pays qui n'ont joué qu'un rôle effacé dans l'histoire générale de la musique. C'est pourquoi la Société Internationale s'est très fermement refusée à reconnaître l'existence de « Grandes Puissances » musicales. Car dès le moment où l'on admet leur existence on est obligé de tenir compte de forces qui ne sont nullement artistiques. On n'ignore pas que dans certains grands pays, la musique n'est pas seulement un art et une source de joie : elle est aussi un commerce et une source d'argent, avec toutes les intrigues sordides qui en sont inséparables. J'aimerais mieux voir l'Angleterre devenir ce que trop de gens croient qu'elle est, « un pays sans musique », que voir la vie musicale anglaise dominée par la puissance des marchands de musique, des managers d'opéras et des agents de concerts.

La Société Internationale pour la Musique Contemporaine n'a ni intérêts politiques ni intérêts financiers. Elle s'occupe de musique, et ne s'occupe que de musique. Elle ne veut même pas venir en aide aux compositeurs. J'aurais même demandé, si la chose avait été possible, que la musique

envoyée à Zurich le fût sans nom d'auteur, et qu'elle fut jouée anonymement à Salzbourg. On peut pardonner à un artiste d'être égoïste : sans égoïsme il serait difficilement un artiste. Mais l'égoïsme national est l'ennemi éternel et perfide de tout art véritable.

EDWARD J. DENT,

Président

de la S. I. M. C.

